Appel inter-syndical 93

13h30: Rassemblement à l'occasion du CHSCT ministériel
16h00: Assemblée Générale, dans la foulée du rassemblement.

Le 3 octobre des milliers de collègues se sont rassemblés à Bobigny le jour du CHSCT départemental qui faisait suite au suicide de notre collègue Christine Renon, un drame qui a mis en colère toute la profession. Cela ne peut plus durer ! Il est urgent de satisfaire les revendications ! Le ministredoit protéger le personnel de l'éducation nationale et les élèves.

Jour du CHSCT Ministériel concernant les actes suicidaires dans l'éducation nationalel'intersyndicale 93 a déposé un préavis de grève et appelle tou.te.s les collègues à se mobiliser.
Rassemblement

Mercredi 6 novembre 2019
de 13 h 30 à 15 h 30
72 rue Regnault
(angle rue des terres au curé)
PARIS 13ème
L'institution est responsable !

Les collègues sont victimes des réformes à marche forcée, rejetées par l'ensemble de la profession du 1er comme du 2nd degré dans la rue comme dans les instances paritaires ministérielles, académiques ou départementales. Ils sont victimes de la mise en oeuvre de ces réformes sous la pression de la hiérarchie, au mépris parfois de nos valeurs professionnelles, notre éthique. Ils sont victimes des méthodes de management issues du privé.

Le recours massif aux contractuel.le.s, renforcé par la nouvelle loi sur la fonction publique dont nous demandons le retrait, entraine une précarité inacceptable. Dans notre académie, 1640 collègues contractuels ont reçu des courriers de licenciement pendant l'été.

La standardisation de nos pratiques professionnelles les injonctions permanentes qui nous transforment en de simples exécutant.es, la surcharge de travail que cela génère et qui pèse sur chaque collègue, le manque criant de matériel pédagogique et informatique dans nos écoles et l'absence de protection de la hiérarchie face aux agressions, menaces dégradent considérablement nos conditions de travail. Il faut que cela cesse !

Nous refusons l'instrumentalisation du décès de notre collègue de Pantin. Le statut de directeur d'école ne répond pas à ces revendications et va même aggraver la situation.

Par contre nous revendiquons la création de postes d'aide à la direction pour toutes les écoles et du temps de décharges supplémentaires pour les enseignant-es en charge de direction !

Nous exigeons l'abrogation des réformes néfastes pour nos droits, nos conditions de travail, pour l'écolerépublicaine (loi dite de la Confiance, réformes du Bac et du lycée).

Dans le 93, depuis de nombreuses années, tous les acteurs du système éducatif subissent une pression qui va croissant, une violence et des conditions de travail qui les mènent à l'épuisement. Nous refusons que l'État instrumentalise le décès d'un lycéen pour déplacer les vraies questions ! Nous exigeons en urgence un plan de développement des services publics d'éducation dans le 93 qui réponde aux besoins réels des personnels et des usagers.

Pour l'Education, nous exigeons la création de postes d'enseignant.es, de CPE, d'AED, d'infi rmières, de médecins, d'assistant.e.s sociaux.ales, d'aide à la direction, préalable incontournable à l'amélioration de nos conditions de travail. Nous exigeons le réemploi de tous les collègues contractuel.les sur des contrats d'un an ! Nous exigeons la construction d'écoles, de collèges, de lycées.

Adultes comme enfants, nous souffrons de l'abandon des politiques publiques dans le 93. Depuis le début de l'année trop de situations dramatiques : suicide, agressions, assassinat d'élève… Cela doit cesser et l'État doit prendre ses responsabilités. En mai 2018, un rapport parlementaire concluait à des « défaillances » de l'État en Seine-Saint-Denis dans ses missions régaliennes (éducation, santé, police, justice) et faisait état d'une République « en échec ». À ce jour, aucune leçon n'en a été tirée.

Chaque jour, en Seine-Saint-Denis, nous continuons de mesurer l'échec des pouvoirs publics. Agissons ! Mobilisons-nous !

Dans le même temps, de toute urgence, il faut aussi revaloriser les salaires dans l'éducation nationale. C'est donc bien la politique salariale menée aujourd'hui qui est en cause : faible niveau des salaires, absence de reconnaissance des qualifications, du travail et de l'engagement des enseignant•es comme de l'ensemble des personnels de l'Éducation alors que trop souvent les conditions de travail sont dégradées et le malaise profond. Pour les retraites : le système individuel à points du projet de réforme rend aléatoire le montant des pensions et vise à repousser l'âge de départ à la retraite, c'est NON !

L'intersyndicale 93 appelle tou.te.s les collègues à se mobiliser :

Tou-tes en greve à partir du 5 décembre
pour nos retraites, salaires,
conditions de travail

Source : https://paris.demosphere.net/rv/73836